

# Les immigrés et le marché du travail en Europe

Georges Lemaitre\*

**Un actif sur dix en Europe est immigré. L'élargissement de l'espace européen a facilité les mouvements migratoires intra-européens, mais les immigrés ressortissants de pays européens restent largement minoritaires, avec cependant un niveau de formation supérieur à celui des immigrés issus de pays tiers. Si les immigrés occupent des emplois dans toutes les professions du marché du travail, certains secteurs recrutent massivement parmi les plus faiblement qualifiés : services directs aux particuliers, vente, bâtiment et travaux publics... Dans un contexte général de vieillissement des populations européennes, avec des perspectives de baisse de la population en âge de travailler, l'immigration peut jouer un rôle d'appoint pour répondre aux besoins du marché du travail.**

Le début des années 1990 a été marqué par une augmentation importante des mouvements migratoires en Europe, en raison des considérables changements économiques et politiques qui ont affecté l'Europe centrale et orientale. Dans un premier temps, ces mouvements ont souvent pris la forme de demandes d'asile, suite aux conflits ethniques ou nationalistes qui ont éclaté dans certains pays et ont incité des populations à fuir les zones de guerre. S'y ajoutent des mouvements significatifs de minorités ethniques qui avaient été isolées des populations d'origine par des changements de frontière et se sont vues accorder un droit de retour, en particulier vers l'Allemagne, la Finlande, la Grèce et la Hongrie.

Dans le même temps, les migrations en provenance des pays non européens se sont maintenues, la migration familiale remplaçant les courants de migration de travail des « Trente Glorieuses ». Plus récemment, une importante migration de travail s'est mise en place vers l'Irlande et le Royaume-Uni, mais surtout vers les nouveaux pays d'immigration de l'Europe du sud, où l'importance de l'économie informelle et les emplois disponibles ont encouragé l'entrée puis le maintien de migrants de travail, souvent clandestins avant d'être régularisés.

Avec l'élargissement de l'Union européenne (UE), s'est développée une migration de travail, soit à l'initiative des employeurs, soit dans le cadre de la libre circulation. Actuellement, du fait des premiers départs à la retraite de la génération des « baby-boomers », presque tous les pays éprouvent le besoin d'un recours à une migration de travail plus forte, pour répondre à des pénuries dans de nombreuses professions, peu qualifiées comme qualifiées.

## Émergence de nouveaux pays d'immigration en Europe

Les immigrés constituent une part relativement importante de la population active dans de nombreux pays européens, à la fois les anciens pays d'immigration tels que les pays continentaux du nord de l'Europe, ainsi que la Suède et le Royaume-Uni, mais de plus en plus les nouveaux pays d'immigration du sud de l'Europe et l'Irlande. Dans l'espace européen constitué de l'UE à 25, de la Norvège et de la Suisse, les immigrés représentent 8,8 % de la population

\* Georges Lemaitre, OCDE. Le contenu de cet article n'engage pas l'institution à laquelle appartient l'auteur.

en âge de travailler dans son ensemble, mais 10,5 % de la population active. La part des immigrés dans la population active est élevée au Luxembourg (45 %) et en Suisse (25 %) mais aussi en Autriche, en Allemagne et en Suède (plus de 13 % dans les trois cas), ainsi qu'à Chypre et en Estonie (figure 1). Dans ce dernier pays comme en Lettonie, la population immigrée est largement composée de russophones établis à l'époque de l'ancienne Union soviétique.

## 1. La population active immigrée dans les pays européens en 2006

en %

	Effectifs (milliers)	Part dans la population active totale	Part dans la population active immigrée			
			Ressortissants de l'UE 25	Arrivés depuis 10 ans ou moins	Femmes	Diplômés du supérieur
Allemagne	5 901	14,2	...	25,3	44,0	20,4
Autriche	666	16,1	29,7	31,0	45,6	19,0
Belgique	572	12,3	46,4	31,6	42,1	33,8
Chypre	65	17,5	28,9	68,9	58,3	34,1
Danemark	169	5,8	28,9	47,4	49,2	39,1
Espagne	3 239	15,0	13,4	86,0	43,7	26,8
Estonie	109	15,9	4,8	3,3	52,0	38,6
Finlande	84	3,1	43,7	34,6	47,0	27,0
<b>France</b>	<b>3 007</b>	<b>11,1</b>	<b>27,8</b>	<b>21,3</b>	<b>44,3</b>	<b>26,0</b>
Grèce	396	8,1	11,1	48,0	42,2	16,1
Hongrie	74	1,8	16,8	29,6	46,7	34,5
Irlande	289	13,7	...	69,6	40,4	46,9
Italie	2 103	8,5	15,5	51,0	42,0	13,4
Lettonie	136	11,6	7,9	1,5	51,3	26,6
Lithuanie	73	4,6	8,7	5,5	46,6	24,8
Luxembourg	91	44,6	86,7	41,9	43,8	32,2
Malte	8	4,8	36,8	18,9	34,1	19,7
Pays-Bas	938	11,0	21,3	21,8	44,3	24,9
Pologne	60	0,4	39,3	32,9	42,6	34,6
Portugal	421	7,5	19,9	35,1	49,0	21,7
République tchèque	99	1,9	65,2	42,3	44,9	22,4
Royaume-Uni	3 344	11,2	28,7	45,8	43,9	...
Slovaquie	18	0,7	85,5	8,2	40,3	29,3
Slovénie	76	7,5	7,5	3,9	46,8	15,3
Suède	639	13,4	34,1	24,0	48,6	31,2
Norvège	189	7,8	34,6	41,5	48,1	36,6
Suisse	1 063	25,2	54,3	34,0	45,6	29,2
<b>Ensemble<sup>1</sup></b>	<b>23 831</b>	<b>10,5</b>	<b>25,7</b>	<b>39,0</b>	<b>44,3</b>	<b>23,8</b>

1. La statistique pour l'ensemble exclut les pays pour lesquels les données sont indisponibles.

Source : Eurostat, enquête EFT, 2<sup>e</sup> trimestre 2006.

Parmi les nouveaux pays d'immigration, l'Irlande et l'Espagne ont connu une augmentation très rapide de leur population active immigrée ; dans ces deux pays, leur part dans la population active totale est déjà plus importante que dans les anciens pays d'immigration tels que la France et le Royaume-Uni. L'Espagne accueille une immigration en provenance de la Roumanie, mais sa population immigrée déborde largement du cadre de l'Union, pour inclure des immigrés en provenance du Maroc, du Sénégal et de nombreux pays d'Amérique latine. En termes d'effectifs, l'Espagne, avec une population active immigrée qui dépasse 3,2 millions, se situe actuellement au troisième rang des pays européens après l'Allemagne et le Royaume-Uni. Elle est maintenant devant la France, à 3 millions.

En Europe dans son ensemble, plus de 39 % des actifs immigrés sont arrivés depuis dix ans ou moins, mais la situation est très variable selon les pays. C'est la moitié ou plus pour l'Espagne, Chypre, l'Italie, l'Irlande et la Grèce, tous pays d'immigration relativement récente. La part atteint même 86 % dans le cas de l'Espagne, qui a vu son économie transformée par l'arrivée de contingents importants. Au Danemark et au Royaume-Uni, le pourcentage se situe aux alentours de 46-47 ; pour le Luxembourg et la République tchèque, il est légèrement supérieur à 40.

Dans certains anciens pays d'immigration comme la France et les Pays-Bas où la migration de travail est devenue très limitée, à peine 20 % des actifs immigrés sont des immigrés récents. La proportion n'est guère plus élevée en Allemagne ou en Suède. Les pays baltes, la Slovénie et la Slovaquie semblent peu concernés par l'immigration ces dernières années.

## La migration intra-européenne est largement minoritaire

Malgré la politique de libre circulation adoptée à l'intérieur de l'Union européenne, la migration intra-européenne reste limitée et elle contribue peu à l'accroissement de la population active. Les immigrés d'origine européenne représentent un quart de l'ensemble des immigrés actifs en Europe. Ils sont relativement plus nombreux dans certains pays, que ce soit pour des raisons particulières (la Belgique, siège de nombreuses institutions européennes), historiques (liens entre la République tchèque et la Slovaquie) ou parce que ce sont de petits pays prospères entourés de grands pays partageant les mêmes langues (Luxembourg, Suisse).

La migration à l'intérieur de l'UE est parfois décrite comme peu importante par rapport aux mouvements entre les états des États-Unis, la migration ne jouant apparemment que peu de rôle dans l'ajustement du marché du travail aux déséquilibres entre régions. Il y a cependant des différences de langue et de culture entre pays européens qui représentent des obstacles non négligeables aux mouvements, ainsi que des différences importantes dans les marchés du travail, concernant à la fois les modes d'accès aux emplois ainsi que les qualifications requises et l'expérience professionnelle.

La migration intra-européenne a néanmoins joué un rôle d'ajustement important dans le passé, lorsque les conditions économiques dans certains pays d'origine étaient particulièrement défavorables (en Espagne et en Italie, mais surtout au Portugal). C'est un rôle qui semble en passe de se répéter dans le cadre de l'élargissement de l'UE, avec des mouvements importants de travailleurs des nouveaux pays membres, notamment polonais, vers l'Union à 15, à la recherche de salaires largement plus importants que ceux de leur pays d'origine. D'autres déplacements, mais qui ne semblent pas mener souvent à une installation durable, sont le fait de jeunes qui s'expatrient pour une ou plusieurs années dans le cadre de leur formation.

Malgré la fréquence des études à l'étranger, l'extension de la libre circulation à de nouveaux pays (limitée temporairement, il est vrai, dans beaucoup des pays de l'UE) et les restrictions accrues à la migration familiale en provenance de pays tiers dans de nombreux pays, la migration intra-européenne d'installation est en recul : un peu moins de 20 % de la migration totale sur la dernière décennie contre 30 % auparavant. Une part importante de la migration de travail intra-européenne récente semble être temporaire et n'est répertoriée qu'inégalement dans les enquêtes auprès des ménages, principales sources d'informations sur le marché du travail.

## La qualification des immigrés extra-européens progresse lentement

Les migrants occupent la plupart du temps des emplois peu qualifiés, pour lesquels la maîtrise de la langue du pays d'accueil n'est pas essentielle, et dont les qualifications sont immédiatement transférables. De fait, ils ont un niveau d'éducation légèrement moins élevé que les autochtones : 39 % des actifs immigrés ont terminé leurs études secondaires et 24 % sont allés au-delà, contre respectivement 48 % et 25 % pour les autochtones (figure 2). En dépit de l'augmentation générale du niveau d'éducation partout dans le monde, il y a peu de différence dans le niveau d'éducation entre les migrants arrivés récemment et ceux présents dans les pays d'accueil depuis plus de dix ans.

Ce résultat global cache une réalité quelque peu différente pour les ressortissants de l'UE et ceux en provenance de pays tiers (figure 3). 45 % des ressortissants de l'UE 25 arrivés depuis dix ans ou moins sont diplômés de l'enseignement supérieur, mais seulement 21 % des ressortissants de pays tiers. Parmi les ressortissants de pays tiers, la proportion pour les immigrés récents est même moindre que pour ceux présents depuis longtemps sur le territoire des pays d'accueil.

### 2. Niveau d'éducation de la population active immigrée en Europe en 2006

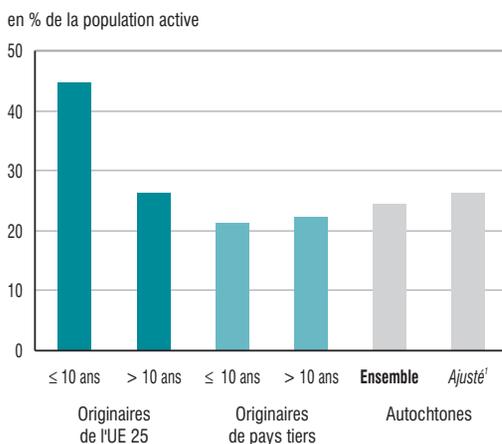
Durée de séjour	Origine	en %			
		Au plus secondaire premier cycle	Secondaire second cycle	Supérieur	Ensemble
Immigrés depuis 10 ans ou moins	UE 25	21,6	33,6	44,8	100
	Pays tiers	39,2	39,5	21,3	100
	<b>Ensemble</b>	<b>36,3</b>	<b>38,5</b>	<b>25,2</b>	<b>100</b>
Immigrés depuis plus de 10 ans	UE 25	34,1	39,6	26,3	100
	Pays tiers	38,4	39,2	22,4	100
	<b>Ensemble</b>	<b>37,1</b>	<b>39,3</b>	<b>23,6</b>	<b>100</b>
Ensemble des immigrés	UE 25	30,5	37,9	31,6	100
	Pays tiers	38,8	39,3	21,9	100
	<b>Ensemble</b>	<b>36,7</b>	<b>39,0</b>	<b>24,3</b>	<b>100</b>
Autochtones	<b>Ensemble</b>	<b>27,9</b>	<b>47,6</b>	<b>24,5</b>	<b>100</b>
	<i>Ajusté<sup>1</sup></i>	<i>24,5</i>	<i>49,1</i>	<i>26,4</i>	<i>100</i>

1. Supposant une distribution par âge équivalente à celle des immigrés arrivés depuis dix ans ou moins.

Champ : les pays de destination sont ceux de l'UE 25 (sauf l'Allemagne, l'Irlande et le Royaume-Uni), la Norvège et la Suisse.

Source : Eurostat, enquête EFT, 2<sup>e</sup> trimestre 2006.

### 3. Actifs diplômés du supérieur en 2006 selon le pays d'origine et l'ancienneté de séjour



1. Voir note figure 2.

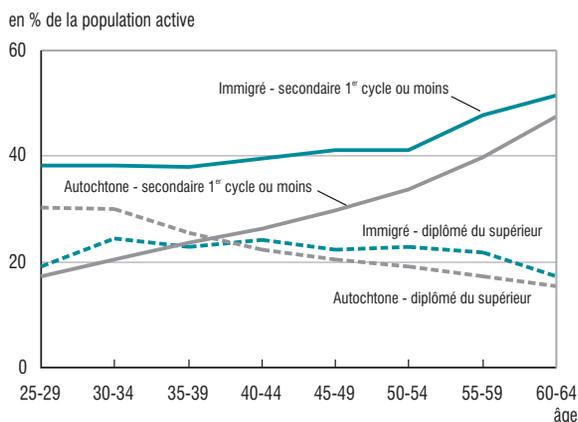
Champ : voir figure 2.

Source : Eurostat, enquête EFT, 2<sup>e</sup> trimestre 2006.

L'écart relatif de qualification entre les autochtones et les immigrés de pays tiers a tendance à se creuser. Si dans la plupart des pays, les générations les plus jeunes sont mieux formées que leurs aînées, ce progrès a en effet été beaucoup plus net pour les populations européennes que pour celles venant de pays tiers (figure 4). En 2006, parmi les jeunes actifs européens, un sur cinq seulement n'a pas dépassé le 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement secondaire ; parmi les quinquagénaires, c'est presque deux sur cinq. En revanche, les immigrés du même niveau d'éducation sont pratiquement aussi nombreux chez les plus jeunes (38 % de 25 à 40 ans) que chez les plus âgés (41 % de 45 à 54 ans). Le phénomène s'observe symétriquement parmi les diplômés de l'enseignement supérieur.

La raison de cette évolution n'est pas simple. Elle pourrait refléter une différence réelle dans la progression du niveau d'éducation entre les pays européens d'accueil et les pays d'origine. Elle pourrait aussi traduire une évolution inverse des retours des immigrés vers leur pays d'origine, avec une fréquence relativement moins (respectivement plus) importante que par le passé parmi les plus (respectivement moins) éduqués. Une troisième explication renvoie aux besoins non satisfaits du marché du travail en Europe en emplois peu qualifiés, moins investis par la population autochtone.

#### 4. Niveau d'éducation de la population immigrée en Europe selon l'âge en 2006



Champ : UE 25 (sauf Royaume-Uni), Norvège, Suisse.

Source : Eurostat.

#### Des professions qui font largement appel aux immigrés

Les actifs immigrés occupés se retrouvent dans toutes les professions du marché du travail, de celles demandant peu de formation jusqu'au plus qualifiées (figure 5). Largement recrutés comme employés non qualifiés des services et de la vente ou comme manœuvres (19 % de leurs emplois contre 8,5 % pour les autochtones), ils sont moins présents que ces derniers dans les professions intermédiaires (12 % comparé à 17 %). Autres secteurs attirant massivement les immigrés, les services directs aux particuliers et ceux de l'extraction et du bâtiment, que ce soit comme ouvrier ou comme manœuvre.

Les professions où les immigrés sont surreprésentés occupent globalement 45 % d'entre eux, contre seulement 28 % des non-immigrés. Mais 56 % des immigrés arrivés depuis dix ans ou moins y travaillent. S'il y eu une légère diminution de la présence immigrée dans certaines professions, par exemple les spécialistes des sciences de la vie et de la santé et les conducteurs de matériels fixes ou de machines, la concentration des immigrés s'accroît dans d'autres. 26 % des immigrés arrivés depuis moins de dix ans se retrouvent parmi les manœuvres et

les employés non qualifiés des services et de la vente. Il y a aussi une progression importante du personnel des services aux particuliers et des travailleurs du bâtiment, qui, ensemble, regroupent 24 % des travailleurs immigrés arrivés récemment contre 19 % pour l'ensemble des immigrés.

*A contrario*, la présence des immigrés parmi les dirigeants et gérants, les professions intermédiaires et les employés se réduit. La diffusion plus importante des immigrés de longue date dans les emplois qualifiés pourrait refléter un phénomène d'intégration dans la durée, avec l'acquisition d'une meilleure maîtrise de la langue du pays d'accueil, de compétences et d'expérience professionnelle propres au pays. À côté d'une immigration qualifiée, une immigration non qualifiée a aussi sa place en réponse à des besoins immédiats sur le marché du travail et elle peut constituer une voie de passage vers des professions plus qualifiées.

## Les marchés du travail européens en prospective

Les années qui viennent poseront un défi aux pays européens quant à leur capacité d'assurer une croissance soutenue du PIB par tête dans un contexte de vieillissement général de leurs

### 5. Part de chaque profession dans l'emploi en 2006

Professions <sup>1</sup>	en %		
	Autochtones	Immigrés	
		Ensemble	Présents depuis dix ans ou moins
Cadres supérieurs de l'administration publique, directeurs de société, dirigeants	8,7	7,2	5,0
Spécialistes des sciences de la vie et de la santé	1,8	1,9	1,7
Autres spécialistes	12,4	10,3	9,3
Professions intermédiaires	17,5	11,9	8,1
Employés	11,6	7,7	5,9
Personnel des services directs aux particuliers et des services de protection et de sécurité	8,4	11,3	13,4
Modèles, vendeurs et démonstrateurs	5,2	4,5	4,4
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche destinées aux marchés	3,9	1,1	1,2
Artisans et ouvriers des métiers de l'extraction et du bâtiment	5,9	8,2	10,4
Artisans et ouvriers des métiers de la métallurgie, de la construction mécanique et assimilés	5,1	4,7	3,7
Artisans et ouvriers de la mécanique de précision, des métiers d'art, de l'imprimerie et assimilés	0,7	0,7	0,6
Autres artisans et ouvriers des métiers de type artisanal	2,1	2,0	2,2
Conducteurs d'installations et de matériels fixes et assimilés	1,1	1,1	0,9
Conducteurs de machines et ouvriers de l'assemblage	3,0	4,3	3,8
Conducteurs de véhicules et d'engins lourds de levage et de manoeuvre	4,3	4,0	3,2
Employés non qualifiés des services et de la vente	5,3	12,1	15,2
Manceuvres de l'agriculture, de la pêche et assimilés	0,6	1,0	2,0
Manceuvres des mines, du bâtiment et des travaux publics, des industries manufacturières et des transports	2,6	6,0	8,9
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<i>Dont : professions où les immigrés sont surreprésentés</i>	27,5	44,8	55,5

1. Nomenclature des professions CIP.

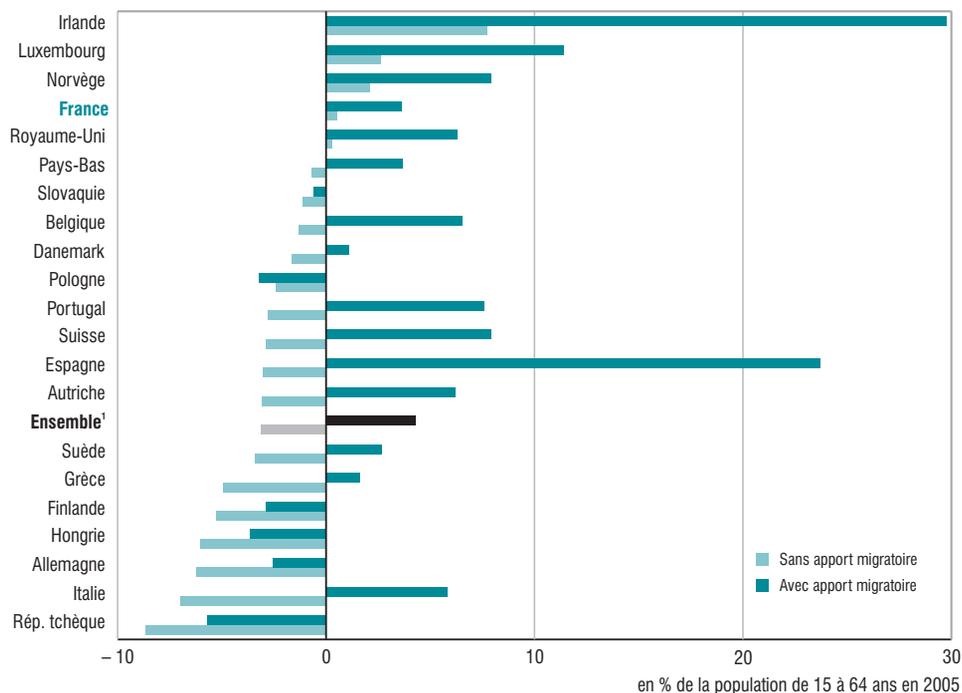
Champ : UE 25, Norvège, Suisse.

Source : Eurostat.

populations. Les cohortes sortantes de la population en âge de travailler deviennent plus nombreuses alors même que les cohortes de jeunes entrants se réduisent. Avec la baisse de la population d'âge actif qui s'ensuivra, en l'absence d'une hausse des taux d'activité, seule une croissance constante de la productivité pourrait éviter une réduction du PIB par tête. Dans beaucoup de pays, il existe une réserve non négligeable d'offre potentielle de travail parmi les femmes et les seniors que les gouvernements cherchent à mobiliser en priorité. C'est que l'augmentation de l'activité parmi la population résidente constitue une solution plus efficace au problème de vieillissement que la migration, car elle accroît la population active et donc la capacité productive sans augmenter la population. La migration de travail reste néanmoins une solution partielle au problème du maintien du PIB par tête ainsi qu'au financement des pensions. Elle pourrait cependant jouer un rôle plus important pour répondre aux besoins du marché du travail non satisfaits par les actifs autochtones.

Quelle sera l'évolution de la population en âge de travailler en Europe à l'horizon de l'an 2020 ? Un exercice prospectif a été mené sous certaines hypothèses. On a supposé d'abord que l'immigration se maintiendrait au niveau du solde migratoire observé en moyenne entre 2001 et 2005, même si pour certains pays ayant connu une forte croissance économique entre 2001 et 2006 (Espagne et Irlande, en particulier), les flux migratoires observés sur cette période ont été certainement supérieurs à ce que leurs économies pourraient absorber en temps normal. On s'est ensuite fixé par convention une distribution « typique » par groupe d'âge du solde migratoire (bilan des entrées et des sorties pour les nationaux comme pour les étrangers). La distribution conventionnelle du solde par groupe d'âge est composée de 15 % d'enfants de 0 à 14 ans et de 80 % de personnes entre 15 et 64 ans. Les

## 6. Projection de la population en âge de travailler en Europe à l'horizon 2020



1. UE 25, Norvège, Suisse.  
Source : Eurostat, calculs OCDE.

effectifs des 15 à 64 ans sont concentrés dans les groupes d'âge plus jeunes avec un pic entre 25 et 34 ans. Enfin, on a convenu d'un taux de mortalité nulle entre 15 et 64 ans.

Pour l'ensemble des pays étudiés, la migration au rythme actuel assurerait une croissance de la population en âge de travailler entre 2005 et 2020 d'à peu près 4 %, alors qu'une réduction de 3 % aurait été observée sans apport migratoire (figure 6). Actuellement, l'Allemagne est le seul pays européen pour lequel la population d'âge actif baisserait entre 2005 et 2010 (figure 7). Sur la période 2005-2020, l'Allemagne serait rejointe par les pays de l'Europe centrale ainsi que par la Finlande. Dans tous les autres pays européens, la population d'âge actif devrait augmenter entre 2005 et 2020, toujours sous l'hypothèse d'un solde migratoire maintenu au niveau moyen observé entre 2001 et 2005. À l'exception de la France, du Royaume-Uni, de la Norvège, du Luxembourg et de l'Irlande, la migration pourrait donc contrecarrer une situation déficitaire, surtout en Italie et en Grèce. Pour certains pays, la migration actuelle assurerait une croissance de la population d'âge actif entre 2005 et 2010, mais elle serait insuffisante pour maintenir une croissance significative par la suite. C'est le cas du Danemark, de la Grèce, de la France, de la Suède et des Pays-Bas. Dans tous les autres pays, le solde migratoire observé entre 2001 et 2005, s'il se maintenait, serait suffisant pour assurer une augmentation de la population d'âge actif tout au long de la période 2005-2020.

## 7. Projections quinquennales de la population âgée de 15 à 64 ans en Europe

en %

	Taux d'évolution sur cinq ans		
	2005-2010	2010-2015	2015-2020
Allemagne	-0,5	0,6	-2,6
Autriche	3,0	2,0	1,1
Belgique	4,3	1,5	0,7
Danemark	1,4	-0,3	0,0
Espagne	7,8	6,9	7,5
Finlande	2,0	-2,6	-2,3
<b>France</b>	<b>3,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>
Grèce	2,0	0,0	-0,4
Hongrie	1,3	-1,3	-3,7
Irlande	9,6	8,5	9,1
Italie	2,8	1,1	1,8
Luxembourg	5,1	3,8	2,1
Pays-Bas	3,0	0,2	0,5
Pologne	3,4	-1,7	-4,8
Portugal	3,3	2,3	1,9
République tchèque	1,0	-3,4	-3,3
Royaume-Uni	3,7	1,0	1,5
Slovaquie	3,3	-0,4	-3,4
Suède	2,8	-0,8	0,6
Norvège	4,4	1,9	1,4
Suisse	4,1	2,3	1,3
<b>Ensemble<sup>1</sup></b>	<b>3,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,3</b>

1. UE 25, Norvège, Suisse.

Source : Eurostat, calculs OCDE.

Cependant, à l'exception de l'Irlande et de l'Espagne, cette augmentation deviendrait plus faible après 2010.

Dans la plupart des pays européens, si les mouvements migratoires conservaient la même amplitude relative, le volume actuel de migrants garantirait donc largement un niveau de population d'âge actif permettant de maintenir le niveau du PIB, même en l'absence de gains de productivité. Une migration accrue ne semble pas nécessaire pour atteindre un volume « adéquat » de population en âge de travailler. Toutefois, tant l'expérience récente des pays du sud de l'Europe que les résultats prospectifs montrent que la migration continuera à jouer un rôle pour satisfaire certains besoins spécifiques du marché du travail et que ceux-ci auront une influence déterminante sur l'ampleur et la nature des mouvements à venir. ■

---

## Définitions

**Immigré :** dans cette étude, personne née à l'étranger.

Cette définition compte comme immigrés les nationaux nés à l'étranger. Elle diffère donc de la définition utilisée par la France qui exclut du champ les personnes françaises de naissance nées à l'étranger (rapatriés d'Algérie, par exemple).

## Source et méthodes

Les données utilisées proviennent de l'enquête Forces de travail (EFT) d'Eurostat. Cette enquête est la compilation d'enquêtes nationales auprès des ménages ayant un tronc commun de questions sans toutefois partager exactement le même questionnaire. Les données requises au niveau européen sont précisées sous forme de fichier ayant une structure et un contenu spécifiques, que tous les pays membres ou associés doivent fournir chaque trimestre.

Les statistiques présentées dans cet article sont relatives au deuxième trimestre de l'année 2006. Les logements collectifs sont exclus des résultats publiés par Eurostat, par souci de comparabilité, car ces logements sont pris en compte de façon inégale dans les échantillons nationaux. Il en résulte une sous-couverture de la population immigrée, qui toutefois ne semble pas très importante, les immigrés occupant des logements ordinaires étant de loin les plus nombreux.

Par contre, il est notoire que les enquêtes auprès des ménages qui ne visent pas directement la population immigrée ont une couverture moins bonne de cette population que de la population autochtone. C'est surtout le cas des nouveaux arrivés qui sont souvent logés de façon temporaire chez des parents ou amis ou dans des centres d'hébergement publics (réfugiés ou demandeurs d'asile). Parfois, des problèmes de langue compliquent le déroulement des entretiens, et les ménages immigrés sont considérés comme des non-répondants. Si l'ajustement pour la non-réponse ne tient pas compte de la situation du ménage quant à l'immigration, la population immigrée est alors sous-représentée dans l'échantillon.

En comparant avec les chiffres des recensements de la population, il est possible d'avoir une idée assez précise de l'impact de l'insuffisance de la couverture de la population immigrée dans l'enquête. Des analyses récentes ont montré que les estimations de la population immigrée provenant des enquêtes EFT correspondaient en moyenne à 76 % des effectifs des recensements, avec des variations allant de 40 à 100 % selon les pays. Cette sous-représentation de la population immigrée entraîne une sous-estimation de l'impact de cette population sur les marchés du travail des pays européens.